



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

BREAK POVERTY FOUNDATION

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

BREAK POVERTY FOUNDATION

Fonds de dotation

Siège social : 81 RUE DE LILLE 75007 PARIS 7

N° SIREN : 833 584 345

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au conseil d'administration du fonds de dotation BREAK POVERTY FOUNDATION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation BREAK POVERTY FOUNDATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Etat séparé des Avantages et Ressources provenant de l'étranger (EAR) » de l'annexe aux comptes. Celle-ci présente, pour la première année d'application, le tableau synthétique de l'état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger, conformément au règlement ANC N° 2022-04 du 30 juin 2022, qui a été promulgué en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance des appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la conformité aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08 du compte de résultat par origine et par destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources (CER), ainsi que le caractère approprié des modalités et hypothèses retenues pour leur élaboration, présentées dans la « note CROD et CER » de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier en accord avec le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude

significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 17 avril 2024

DocuSigned by:

130CF300E20342D...

Aurélie JOUBIN

Associée

BREAK POVERTY FOUNDATION

81 rue DE LILLE

75007 PARIS

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

APE : 8899B

Siret : 83358434500015

BUREAU LEVALLOIS PERRET

BREAK POVERTY FOUNDATION

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Comptes annuels

Attestation d'Expert Comptable

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DU PROFESSIONNEL DE L'EXPERTISE COMPTABLE

Conformément à la mission qui nous a été confiée par et qui a fait l'objet de notre lettre en date du 25/11/2022, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association BREAK POVERTY FOUNDATION relatifs à l'exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en Euros
Total bilan	787 453
Total des ressources	1 146 710
Résultat net comptable (Déficit)	-9 213

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à LEVALLOIS PERRET
Le 08/04/2024

ATTLANE Cinthia
Expert comptable

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	32 527	32 527		
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	63 607	56 862	6 744	4 091
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	96 134	89 389	6 744	4 091
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	6 800		6 800	
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	592 664		592 664	693 708
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	172 399		172 399	343 448
Charges constatées d'avance	8 846		8 846	7 285
Total II	780 709		780 709	1 044 442
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	876 842	89 389	787 453	1 048 533

Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-9 213	
Situation nette (sous-total)	-9 213	
Fonds propres consommables		223 622
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	-9 213	223 622
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	56 453	172 640
Total II	56 453	172 640
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 045	43 837
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	5 037	70 754
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	134 632	103 470
Produits constatés d'avance	568 500	434 210
Total IV	740 213	652 271
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	787 453	1 048 533

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	65 080	68 202
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	65 080	68 202
Produits de tiers financeurs	1 607 110	1 928 142
Concours publics et subventions d'exploitation		6 000
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable	223 622	227 015
Ressources liées à la générosité du public	996 339	982 476
Contributions financières	387 150	712 650
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	44	
Utilisation des fonds dédiés	172 012	203 772
Autres produits	7	5
Total I	1 844 253	2 200 121
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	459 155	554 947
Aides financières	1 001 320	983 516
Impôts, taxes et versements assimilés	8 053	22 109
Salaires et traitements	234 250	340 379
Charges sociales	90 982	138 002
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 877	3 585
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	55 825	157 575
Autres charges	4	8
Total II	1 853 466	2 200 121
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-9 213	
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés		
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III		
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)		
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-9 213	
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		
Total V		

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 844 253	2 200 121
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	1 853 466	2 200 121
EXCEDENT OU DEFICIT	-9 213	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		99 731
Prestations en nature	225 497	432 511
Bénévolat		
TOTAL	225 497	532 242
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite	201 837	532 242
Prestations en nature	23 660	
Personnel bénévole		
TOTAL	225 497	532 242

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : BREAK POVERTY FOUNDATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 787 453 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 9 213 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 11/04/2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Description de l'objet social :

Le fonds de dotation, qui fait appel public à la générosité, a pour missions sociales « de développer, de conduire et de soutenir des activités d'intérêt général à caractères humanitaire et scientifique aux fins de lutter contre toutes les formes d'extrême pauvreté, dont son notamment victimes les enfants en France et à l'International ».

En 2023, les missions sociales intègrent trois domaines d'intervention :

- Soutien à la petite enfance : favoriser l'éveil de chaque enfant dès le plus jeune âge via le développement de lieux d'accueil dans les quartiers prioritaires, la mise en place d'ateliers de développement de l'éveil et du langage etc.
- Prévention du décrochage scolaire : offrir l'accompagnement nécessaire à chaque enfant pour lui donner les moyens de réussir dans sa scolarité via un suivi individualisé, un apprentissage en groupes restreints etc.
- Accès au premier emploi : permettre aux jeunes issus de milieux défavorisés de se familiariser avec le monde de l'entreprise et d'élaborer un projet professionnel via du mentorat, des ateliers de formation, de la mise en réseau etc.

Moyen mis en oeuvre :

Pour accomplir sa mission, Break Poverty Foundation dispose d'une dotation financée par son fondateur qui lui permet de couvrir ses frais de fonctionnement et les frais de collecte de fonds auprès des donateurs particuliers.

La stratégie de collecte du fonds est focalisée sur le recrutement de donateurs réguliers qui permettront, à terme, de financer les frais de fonctionnement du fonds et d'assurer son autonomie financière.

La mission sociale de Break Poverty Foundation est financée par la dotation du fondateur, par les fonds collectés auprès des entreprises, et par les fonds collectés auprès des particuliers. Les fonds issus du mécénat sont affectés au projet choisi par l'entreprise et donne lieu à l'établissement d'une convention.

Pour prévenir et lutter contre la pauvreté des jeunes, Break Poverty Foundation a notamment développé un programme innovant, la Dotation d'Action Territoriale (DAT), facilitant l'engagement territorial des entreprises aux côtés des associations et des pouvoirs publics en faveur de la jeunesse en difficulté.

Depuis le lancement du programme de Dotation d'Action Territoriale jusqu'au 31/12/2023, ce sont 3 378 233€ qui ont été collectés auprès des entreprises engagées dans le dispositif, dont 986 284 pour l'année 2023, par l'intermédiaire de l'Institut Break Poverty, de Break Poverty Foundation ou en direct. Cette stratégie permet de renforcer l'ancrage territorial de la DAT.

Règles générales

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2014-03 relatif au plan comptable général et plus spécifiquement au règlement n°2018-06 modifié par le règlement n°2020-08 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant.

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant.

Autres éléments significatifs

Contrairement à l'exercice précédent, aucune dotation complémentaire n'a été versée durant cet exercice.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 11 400 Euros

Honoraire des autres services : 0 Euros

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 527			32 527
Immobilisations incorporelles	32 527			32 527
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 098			1 098
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	55 978	6 530		62 509
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	57 076	6 530		63 607
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	89 603	6 530		96 134

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		6 530		6 530
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		6 530		6 530
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 527			32 527
Immobilisations incorporelles	32 527			32 527
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 098			1 098
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	51 887	3 877		55 764
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	52 985	3 877		56 862
ACTIF IMMOBILISE	85 512	3 877		89 389

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 608 310 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	6 800	6 800	
Autres	592 664	592 664	
Charges constatées d'avance	8 846	8 846	
Total	608 310	608 310	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
IJSS NETTES SUBROGATION	243
Total	243

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice				9 213	-9 213
Situation nette				9 213	-9 213
Fonds propres consommables	223 622			223 622	
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	223 622			232 835	-9 213

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 740 213 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 045	32 045		
Dettes fiscales et sociales	5 037	5 037		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	134 632	134 632		
Produits constatés d'avance	568 500	568 500		
Total	740 213	740 213		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FACT NON PARVENUES	21 545
PROVISION POUR CP	931
PROVISIONS POUR RTT	117
CHARGES SOCIALES SUR CP	326
CHARGES SOCIALES SUR RTT	53
Total	22 972

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	8 846		
Total	8 846		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	568 500		
Total	568 500		

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 3 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres		1	1	1
Employés		2	2	2
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total		3	3	3

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Aucun administrateur n'a perçu de rémunération au cours de l'exercice.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	

Néant.

Engagements reçus

	Montant en Euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	

Néant.

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que les indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. A ce jour, l'évaluation de cet engagement n'est pas réalisée compte tenu de la taille de l'effectif du fonds de dotation et de la rotation du personnel.

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	225 497	432 511
Dons en nature		99 731
Total	225 497	532 242
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	201 837	532 242
Prestations	23 660	
Personnel bénévole		
Total	225 497	532 242

Conformément à une convention signée en date du 4 octobre 2018, Break Poverty Foundation occupe à titre gratuit des locaux situés 81 rue de Lille - 75007 Paris.

A compter du 1er janvier 2021 Break Poverty Foundation partage l'occupation gracieuse de ces locaux avec l'Institut Break Poverty et occupe désormais 200 m² des 400m² mis à disposition

Cette mise à disposition gracieuse est valorisée à 136 000 €.

Break Poverty Foundation a bénéficié de don en nature pour 60 871 €, de mécénats de compétence d'un montant de 4 966 € et d'une mise à disposition gratuite de personnel pour 23 660 €.

Autres informations - Fonds dédiés

Fonds dédiés

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DÉDIÉS

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Fonds dédiés issu NANTES	21 887		21 887			0	
Fonds dédiés PPP	0					0	
Fonds dédiés DAT	14 132	1 488	15 620			0	
Fonds dédiés Bethune	11 337	13 949	25 286			0	
Fonds dédiés Mentorat	22 500		22 500			0	
Ressources liées à la générosité du public							
Fonds dédiés NANTES GP	27 100		27 100			0	
Fonds dédiés BETHUNES GP	39 000		39 000			0	
Fonds dédiés RC	20 620		20 620			0	
Fonds dédiés ROUILLY - GP	16 065	40 388				56 453	
Fonds dédiés PPP GP	0					0	
TOTAL	172 640	55 825	172 012	0	0	56 453	0

Le règlement ANC 2018-06 définit les fonds dédiés comme "la partie des ressources dédiées par les tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard".

Les fonds dédiés sont calculés par type de ressources et par projets.

Les ressources de Break Poverty Foundation pouvant être inscrites en fonds dédiés sont :

- les ressources liées à la générosité du public.
- les contributions financières d'autres organismes.

Les ressources sont celles ayant un caractère certain et dont la période correspond à celle de l'exercice social, elles sont comptabilisées à la date de signature de la convention. Les conventions pluriannuelles font l'objet d'une répartition par exercice par constatation d'un produit constaté d'avance.

Les ressources utilisées correspondent aux aides financières accordées par Break Poverty Foundation à des tiers afin de financer les projets entrant dans les missions sociales. Les aides financières sont comptabilisées à la date à laquelle leur attribution a été notifiée aux bénéficiaires, qu'elles soient pluriannuelles ou assorties d'une clause résolutoire. Il en est de même en présence d'une clause suspensive, sous réserve que la sortie de ressources soit probable. Dans le cas contraire cette aide financière figurera dans les engagements hors bilan.

Autres informations - Fonds dédiés

Etat séparé des Avantages et Ressources provenant de l'étranger (EAR)

TABLEAU SYNTHETIQUE

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Belgique	10 000
Luxembourg	111 300
Monaco	75 000

La loi n°2021-1109 du 24 mars 2021 introduit l'obligation de tenir un état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger.

La version détaillée de ce tableau est disponible pour consultation au siège de l'association : 81 rue de Lille, 75007 Paris.

Note CROD et CER

Présentation du compte de résultat par origine et destination (CROD)

Définition

Le compte de résultat par origine et destination (CROD) est présenté selon le modèle du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié par le règlement ANC n°2020-08. Ce tableau présente l'origine des produits et leurs emplois par destination (missions sociales, frais de recherche de fonds, frais de fonctionnement et autres postes de charges). Le résultat apparaissant au compte de résultat par origine et destination est strictement identique à celui du bilan et du compte de résultat. De même, le total des charges par destination est égal au total des charges du compte de résultat et le total des produits par origine à celui des produits du compte de résultat.

Le CROD est structuré de la façon suivante :

- La colonne 1 présente les produits selon leur origine et les charges selon leur destination,
- La colonne 2 présente spécifiquement les produits issus de la générosité du public et leurs emplois par destination. Cette colonne est identique à celle du CER et sera présentée au point suivant relatif à la présentation du CER.

Note CROD et CER

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)		Exercice 31/12/22 (selon ANC 2018-06)	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	996 339	996 339	982 476	982 476
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	653 309	653 309	687 696	687 696
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat	343 030	343 030	294 780	294 780
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	675 902		1 013 872	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	610 772		939 665	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	65 131		74 207	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS				
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS				
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	172 012	86 720	203 772	186 772
TOTAL	1 844 253	1 083 059	2 200 121	1 169 249
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	186 334	186 334	311 454	311 454
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	761 320	120 232	865 266	193 245
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	0	0	1 849	1 849
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	240 000	240 000	118 250	118 250
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	361 087	361 087	487 506	456 731
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	40 698	40 698	54 174	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	204 326	94 320	200 462	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	3 877		3 585	
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	0		0	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	55 825	40 388	157 575	87 720
TOTAL	1 853 466	1 083 059	2 200 121	1 169 249
EXCEDENT OU DEFICIT	-9 213	0	0	0

Note CROD et CER

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)		Exercice 31/12/22 (selon ANC 2018-06)	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0	0	0	0
Bénévolat	0	0	0	0
Prestations en nature	0	0	0	0
Dons en nature	0	0	0	0
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	225 497		532 242	
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE	0		0	
Prestations en nature	0		0	
Dons en nature	0		0	
TOTAL	225 497	0	532 242	0
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	65 837	0	137 518	0
Réalisées en France	65 837	0	55 151	0
Réalisées à l'étranger	0	0	82 367	0
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	0	0	329 585	0
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	159 660	0	65 140	0
TOTAL	225 497	0	532 242	0

Produits par origine

Les produits du CROD sont présentés conformément à la réglementation comptable et selon les précisions complémentaires ci-dessous :

Produits liés à la générosité du public

Les ressources collectées auprès du public se composent de dons manuels ainsi que de mécénats. Break Poverty Foundation n'a pas collecté d'autres produits liés à l'appel à la générosité du public.

Les ressources issues de la générosité publique sont affectées en priorité les missions sociales. Si les ressources issues de la GP sont supérieures au total des Missions sociales, le surplus financera les frais de recherche de fonds liés à la générosité du public puis les frais de fonctionnement.

Produits non liés à la générosité du public

Sont inscrits dans cette rubrique :

- Le poste « contributions financières » constitué principalement des fonds versés par des entités à but non lucratif.
- Les « autres produits » constitués principalement de prestations de services réalisées pour un tiers et pour l'Institut Break Poverty, et d'aide à l'embauche.
- La reprise au résultat de la dotation consommable.

Note CROD et CER

Charges par destination

Les postes de charges par destination se structurent de la manière suivante :

Le poste « **Missions sociales** » correspond aux trois domaines d'intervention conformément à l'objet social du Fonds de dotation. Elles sont définies comme suit :

- Soutien à la petite enfance : favoriser l'éveil de chaque enfant dès le plus jeune âge via le développement de lieux d'accueil dans les quartiers prioritaires, la mise en place d'ateliers de développement de l'éveil et du langage etc.
- Prévention du décrochage scolaire : offrir l'accompagnement nécessaire à chaque enfant pour lui donner les moyens de réussir dans sa scolarité via un suivi individualisé, un apprentissage en groupe restreints etc.
- Accès au premier emploi : permettre aux jeunes issus de milieux défavorisés de se familiariser avec le monde de l'entreprise et d'élaborer un projet professionnel via du mentorat, des ateliers de formation, de la mise en réseau etc.

Le fonds de dotation a instauré un système de répartition de ses charges selon une comptabilité analytique en fonction des règles d'affectation validées en Conseil d'Administration.

Le poste « **Frais de recherche de fonds** » comprend :

- Des coûts directs liés à l'ensemble des frais relatifs à la réalisation des actions :
 - La fourniture de petit matériel administratif
 - Les honoraires ou frais de sous-traitance d'actions de collecte (base de données, campagne de collecte)
 - Les frais de communication offline
 - Les frais de campagne marketing offline
 - Les frais bancaires liés à la collecte
 - Les frais de fabrication et d'affranchissement des publipostages et plaquettes

Ces activités sont assurées par les équipes dons et mécénats qui déterminent le pourcentage de temps passés sur ces activités pour en déterminer la masse salariale chargée affectée à cette activité.

Le poste « **Frais de Fonctionnement et frais de communication institutionnelle** » regroupe :

- Des coûts directs liés à l'ensemble des frais relatifs à la réalisation des actions :
 - Les frais relatifs à l'exploitation des locaux (énergies, entretien)
 - Les honoraires d'expertise comptable relatifs aux comptes sociaux et comptes combinés
 - Les honoraires du commissaire aux comptes, avocats et autres prestataires d'accompagnement sur des sujets hors collecte et mission sociale
 - Les assurances générales
 - Les remboursements des frais de déplacement des bénévoles pour les instances
 - Les frais de réceptions
 - La formation du personnel
 - La maintenance informatique
 - Les impôts liés à l'exploitation des locaux (taxe habitation)
 - La masse salariale chargée du personnel administratif (comptabilité, gestion, ressources humaines, direction, informatique) hors temps affecté sur les autres activités
 - La quote part de masse salariale du temps passé par l'équipe communication sur la communication institutionnelle

Les postes « **Dotations aux provisions et dépréciations** », « **Impôt sur les bénéfices** » et « **Reports en fonds dédiés de l'exercice** » correspondent aux postes du compte de résultat et n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les **principes et règles d'affectation** permettant d'évaluer les **charges par destination** sont présentés ci-dessous et correspondent aux règles définies antérieurement au nouveau règlement pour établir la colonne « **Emplois** » du CER.

Principes d'affectation des charges

- **Missions sociales** : Les dépenses relatives aux missions sociales correspondent aux coûts engagés pour la réalisation des opérations. Ce sont les coûts qui disparaîtraient si la mission sociale n'était pas réalisée ou si elle s'arrêtait.

Ces dépenses comprennent les charges directement affectables à une mission sociale et les charges indirectes réparties selon des clés de répartition.

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2023, les règles d'affectation des dépenses ont été les suivantes :

- Dépenses directes liées aux rémunérations imputées aux missions sociales :
 - Directrice Générale : 70%
 - Directeur Programme : 100%
 - Stagiaire Programme : 100%
 - Responsable Administrative et financière : 50%
 - Assistante de Direction : 50%
 - Responsable du Développement : 25%

Note CROD et CER

- Chargée de Développement : 25%
- Chargées de Communication et Marketing : 25%
- Dépenses directes liées aux rémunérations imputées à la communication :
 - Directrice Générale : 10%
 - Responsable Administrative et financière : 10%
 - Assistante de Direction : 10%
 - Responsable du Développement : 25%
 - Chargée de Développement : 25%
 - Chargées de Communication et Marketing : 25%
- Dépenses directes liées aux rémunérations imputées aux frais de collecte :
 - Directrice Générale : 5%
 - Responsable Administrative et financière : 5%
 - Assistante de Direction : 5%
 - Responsable du Développement : 35%
 - Chargée de Développement : 35%
 - Chargées de Communication et Marketing : 35%
- Dépenses directes liées aux rémunérations imputées aux frais de fonctionnement :
 - Directrice Générale : 15%
 - Responsable Administrative et financière : 35%
 - Assistante de Direction : 35%
 - Responsable du Développement : 15%
 - Chargée de Développement : 15%
 - Chargées de Communication et Marketing : 15%

Il convient de préciser que 3 salariés (DG, RAF et Responsable de Développement) sont sortis des effectifs au 31 juillet 2023 pour être transférés sur IBP.

- Les autres charges directes sont affectées à l rubrique d'emploi concernée.
- Les charges indirectes sont affectées en fonction de clefs de répartition approuvées par le Conseil d'Administration.
- Les charges de personnel imputées aux frais de collecte ont été affectées de la manière suivante :
 - Frais d'appel à la générosité du public : 50%
 - Frais de recherches des autres fonds privés : 50%

Tableau de réconciliation du compte de résultat (CR) avec le CROD

Au regard des règles d'affectation exposées ci-dessus, voici un tableau de réconciliation des postes de charges du compte de résultat avec les postes de c

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions	Impôt sur les bénéfices	Valeur des éléments figurant
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources				Autre produit de la gestion du pu
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes						
Achats de marchandises										
Variation de stock										
Autres achats et charges externes	6 762				320 389		132 005			
Aides financières		761 320		240 000						
Impôts, taxes et versement assimilés							6 967			
Salaires et traitements	132 476				30 730	30 730	40 313			
Charges sociales	47 096				9 967	9 967	25 037			
Dotations aux amortissements et dépréciations							3 877			
Dotations aux provisions										
Reports en fonds dédiés										
Autres charges	1						4			
Charges financières										
Charges exceptionnelles										
Participations des salariés aux résultats										
Impôt sur les bénéfices										
TOTAL	186 334	761 320	-	240 000	361 087	40 698	208 203	-	-	-

Note CROD et CER

Présentation du compte d'emploi annuel des ressources (CER)

Le compte d'emploi annuel des ressources au 31 décembre 2023 est établi conformément au nouveau règlement ANC n°2018-06 et complété du règlement ANC n°2020-08.

Le CER permet d'assurer le suivi dans le temps de l'emploi des ressources non affectées issues de la générosité du public collectées (RGP).

EMPLOIS PAR DESTINATION	Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31/12/22 (selon ANC 2018-06)	RESSOURCES PAR ORIGINE	Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31/12/22 (selon ANC 2018-06)
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 – MISSIONS SOCIALES			1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	186 334	311 454	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	120 232	193 245	- Dons manuels	653 309	687 696
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie		
- Actions réalisées par l'organisme	0	1 849	- Mécénats	343 030	294 780
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	240 000	118 250	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	361 087	456 731			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	40 698				
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	94 320	0			
TOTAL DES EMPLOIS	1 042 671	1 081 529	TOTAL DES RESSOURCES	996 339	982 476
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	40 388	87 720	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	86 720	186 772
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	1 083 059	1 169 249	TOTAL	1 083 059	1 169 249
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	-
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0	0
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31/12/22 (selon ANC 2018-06)		Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31/12/22 (selon ANC 2018-06)
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Réalisées en France	0	0	Bénévolat	0	0
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature	0	0
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	0	0			
TOTAL	0	0	TOTAL	0	0

Fonds dédiés liés à la générosité du public	Exercice N	Exercice N-1
Fonds dédiés liés à la générosité du public en début d'exercice	102 785	201 837
(-) Utilisation	86 720	186 772
(+) Report	40 388	87 720
Fonds dédiés liés à la générosité du public en fin d'exercice	56 453	102 785

Suivi des Ressources liées à la générosité du public (GP)

Les ressources issues de la GP sont constituées des dons de particuliers et d'entreprises sans conventions de mécénat, des cotisations sans contrepartie, ainsi que de produits de mécénat. Ces postes sont identiques à ceux du CROD et du compte de résultat.

Note CROD et CER

Ressources reportées liées à la générosité du public - Solde d'ouverture

Le solde d'ouverture correspond au solde de clôture du 31 décembre 2022. Ce solde de ressources GP est nul à la clôture de l'exercice.

Ressources collectées dans l'année

Les ressources issues de la générosité publique collectées dans l'année correspondent à celles figurant au CROD. Elles sont constituées des « Dons » et « mécénats ». Elles s'élèvent à 996 339 €, soit 91,99 % des ressources GP du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Ressources employées dans l'année

Les ressources issues de la générosité publique financent en priorité les missions sociales. Si les ressources issues de la GP sont supérieures au total des Missions sociales, le surplus financera les frais de recherche de fonds liés à la générosité du public puis les frais de fonctionnement.

L'affectation par emplois des ressources collectées auprès du public sur l'exercice couvre les dépenses réalisées par le Fonds de dotation pour un montant de 1 042 671 € réparti comme suit :

- Missions sociales réalisées en France : 306 566 € soit 29,40 %
- Missions sociales réalisées à l'étranger : 240 000 € soit 23,03 %
- Frais de recherche de fonds : 401 785 € soit 38,53 %
- Frais de fonctionnement : 94 320 € soit 9,05 %

Enfin, les dotations et reprises sur fonds dédiés de la générosité du public représente l'utilisation des fonds liés à la GP affectés par le donateur, ou la constatation du fonds dédié liés à la GP lorsque la ressource concernée n'a pu être utilisée conformément à sa demande sur l'exercice. Ces mouvements visent à neutraliser les ressources affectées et leurs emplois afin de produire in fine un solde de ressources GP non affectées.

Investissements financés dans l'année

Les **investissements** sont prioritairement financés par les ressources émanant de la générosité du public.

Les investissements nets d'amortissements financés par des ressources GP sont nuls sur cet exercice.

Les désinvestissements nets liés à la générosité du public sont nuls sur cet exercice.

Ressources reportées liées à la générosité du public - Solde de clôture

Le solde de clôture correspond au solde d'ouverture additionné des ressources liées à la GP collectées dans l'année, diminuées des emplois et investissements de l'année. Ce solde de ressources GP est nul à la clôture des comptes 2023.



Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes

Siège social - 26 / 28 rue Marius AUFAN, 92300 LEVALLOIS PERRET - Tél. 01 41 49 06 66 - Fax. 01 41 49 06 67

SARL au capital de 4 014 200€ - RCS Nanterre 324 021 542 - APE 6920 Z

www.afigec.com